

Bill 17 Breaks Signed Contracts

Close to 20,000 active and retired workers in the education and nursing home sectors need your support to stop Bill 17. If passed, this law will break signed contracts the government made with workers.

Blaine Higgs and his MLAs are attacking the worker's rights to free collective bargaining. His bill voids signed agreements made between workers and the government, and it removes legal protections for pensions, jeopardizing the retirement security of retirees and workers.

Premier Higgs wants to erase the very contracts he signed with CUPE members to settle the 2021 strike. Over the next years, Higgs could not get his way through the very process he negotiated, so he crafted a new law to force us to take sub-par conditions. Bill 17 violates collective bargaining rights protected by Article 2(d) of the Canadian Charter of Rights and Freedoms.

The government should keep the signed contracts it made with thousands of workers like us: bus drivers, custodians, educational assistants and support staff, LPNs, personal support workers, maintenance staff, dietary staff, and many more.



We are the workers who keep your children safe and care for vulnerable seniors. We want to maintain our ability to negotiate better staffing levels, proper resource allocation, and fairness between rural and urban New Brunswick.

Join us as we defend the values that make New Brunswick a place of integrity and fairness. A place where “giving your word” means something.

Call your MLAs and tell them to vote to STOP Bill 17.

As your friends, neighbours, and colleagues, we are only asking for fairness and respect. We signed a contract with the government in good faith, and all we are expecting from them is that they honour their word.

Le projet de loi 17 brise les contrats signés

Près de 20 000 travailleurs actifs et retraités en éducation et des foyers de soins ont besoin de votre soutien pour stopper le projet de loi 17. S'il est adopté, cette loi brisera les contrats signés entre le gouvernement et les travailleurs.

Blaine Higgs et ses députés attaquent le droit des travailleurs à la libre négociation collective libre. Son projet de loi annule les contrats signés entre les travailleurs et le gouvernement, supprimant les protections légales pour les pensions et mettant en danger la sécurité financière des retraités et des travailleurs.

Le Premier ministre Higgs souhaite annuler les contrats qu'il a signés avec les membres du SCFP pour mettre fin à la grève de 2021. Incapable d'obtenir satisfaction par le processus qu'il avait lui-même négocié, Higgs a créé une nouvelle loi pour nous forcer à accepter des conditions inférieures. Le projet de loi 17 viole les droits de négociation collective protégés par l'article 2(d) de la Charte canadienne des droits et libertés.

Le gouvernement devrait respecter les contrats signés avec des milliers de travailleurs comme nous : chauffeurs d'autobus, concierges, assistantes en éducation, personnel de soutien, infirmières auxiliaires autorisées, préposés aux soins, entretien, services alimentaires, et bien d'autres.



Nous sommes ceux qui veillons à la sécurité de vos enfants et prenons soin des gens vulnérables, à nos aînés. Nous, voulons conserver notre droit à négocier de meilleurs niveaux personnel plus élevés, une allocation appropriée des ressources, et l'équité entre le Nouveau-Brunswick rural et urbain.

Rejoignez-nous pour défendre les valeurs qui font du Nouveau-Brunswick un lieu d'intégrité et d'équité, un endroit où "donner sa parole" signifie quelque chose.

Appelez vos députés provinciaux et demandez-leur de voter CONTRE le projet de loi 17. En tant qu'amis, voisins et collègues, nous demandons simplement l'équité et le respect. Nous avons signé un contrat de bonne foi avec le gouvernement, et tout ce que nous attendons d'eux, c'est qu'ils honorent leur parole.